

BRÈVES ÉCONOMIQUES de Doha

LE CHIFFRE A RETENIR

55,6 Mds USD

Réserves de la Banque Centrale du Qatar (QCB)
fin 2025, selon le FMI

Une publication du SE de Doha
13 mai 2026

L'Edito :

Chute drastique des exportations et, par voie de conséquence, des recettes publiques, contraction du PIB, choc de confiance : la crise dans le golfe arabo-persique provoque des répercussions économiques en cascade pour le Qatar. Dans ce contexte, quelle place occupe la politique monétaire et pourrait-elle être repensée à l'aune des difficultés actuelles ? Le Qatar, comme l'ensemble des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à l'exception du Koweït, a un régime de taux de change fixe adossé au dollar (3,64 QAR pour 1 USD), plaçant sa politique monétaire sous contrainte. Pour autant, une transition vers un régime flottant ou flexible pour répondre à la crise ou dans le cadre d'une relance, n'entraînerait qu'un effet marginal voir négatif sur l'économie du Qatar pour des raisons structurelles. Ce régime ne devrait donc pas être remis en cause.

Après son indépendance en 1971, l'Emirat instaura le Qatari riyal (QAR), en adoptant, à l'instar des autres pays de la région, un régime de taux de change fixe adossé de jure à un panier de devises étrangères (système SDR) mais de facto au dollar, dont la parité actuelle se stabilisa au début des années 80.

Officiellement adopté en 2001 par la QCB, ce régime de taux de change fixe s'explique, comme pour les autres pays du CCG, par la structure de l'économie qatarienne, qui repose sur deux piliers majeurs : une économie dominée par la production et l'exportation d'hydrocarbures (dont les opérations demeurent majoritairement libellée en USD) et l'importation de la majorité des biens et services consommés localement. Le régime de taux de change fixe permet ainsi de maintenir une certaine stabilité des prix des biens importés - dont l'élasticité-prix est par ailleurs très limitée compte tenu de la faible production locale et d'une structure de consommation reflétant le faible pouvoir d'achat d'une majorité de la population (qui achète essentiellement des biens de première nécessité) - et des hydrocarbures exportés. Néanmoins, ce système ne peut être efficace qu'à certaines conditions, notamment : un marché du travail extrêmement flexible et majoritairement composé de travailleurs immigrés, donc peu favorable aux revendications salariales, facteurs de pressions inflationnistes, une économie s'appuyant sur un marché financier encore peu développé et donc assez imperméable aux variations de taux, la détention par l'Etat des principaux actifs afin de limiter le risque de fuite de capitaux, ou encore la constitution de réserves importantes en cas de crise.

Malgré les pressions importantes exercées par la crise sur le régime de change, celle-ci ne devrait pas entraîner de modification de cette politique. En effet, une dévaluation n'aurait que peu d'effet sur l'activité économique puisqu'elle ne permettrait de rendre plus compétitif le tissu exportateur qatarien mais générerait une forte hausse du prix des importations et donc de l'inflation. Par ailleurs, le Qatar dispose de marges budgétaires et externes suffisamment solides pour absorber le choc (réserves de la Banque centrale du Qatar conséquentes -aujourd'hui équivalentes à 7 mois d'importations-, fonds de stabilité mis en place après le blocus dont a été victime le Qatar en 2017 -qui couvrirait six mois de dépenses publiques-, surface financière de son fonds souverain) qui lui permettent d'absorber le choc. Le Qatar devrait plutôt lever de la dette et recourir à l'outil fiscal pour compenser les pertes liées à la crise.

Actualités

QatarEnergy (QE) a signé un protocole d'accord avec TotalEnergies, ConocoPhillips et la Syrian Petroleum Company (SPC) portant sur l'exploration pétrolière et gazière offshore en Syrie. L'accord prévoit une évaluation technique du bloc offshore n°3, situé au large de Lattaquié en Méditerranée, ainsi qu'un cadre de discussions commerciales et techniques entre les parties. ([QNA](#))

Un méthanier transportant du gaz naturel liquéfié (GNL) du Qatar a passé le détroit d'Ormuz, le premier depuis le début de la crise. Le méthanier, dénommé « Al Kharaitiyat », aurait passé le détroit le 9 mai et serait en direction du Pakistan. Un autre navire aurait cependant fait demi-tour le 11 mai après s'être approché du détroit. Par ailleurs, le Qatar demanderait aux méthaniers présents dans ses eaux territoriales d'éteindre leur transpondeur, sans que l'information ait été confirmée par QatarEnergy. ([Bloomberg](#))

La société qatarienne Baladna et le groupe émirien Al Dahra ont signé un protocole d'accord visant à soutenir l'expansion internationale de Baladna, notamment en Syrie. ([Baladna](#)) L'accord prévoit une coopération dans la gestion de plateformes agricoles, la production et la fourniture de matières premières agricoles (notamment des céréales et des intrants pour l'alimentation animale), ainsi que l'optimisation des chaînes d'approvisionnement pour les opérations de Baladna à l'international. ([Baladna](#))

Le Qatar Investment Authority (QIA) a annoncé étendre son partenariat avec la société de capital investissement américaine General Atlantic. La QIA a promis un engagement de 500 M USD pour renforcer son partenariat avec le fonds américain, incluant des investissements conjoints et des programmes de développement des compétences. Le président et Directeur général (DG) de General Atlantic, William Ford, a également rencontré au cours de sa visite au Qatar le ministre des Finances, Ali bin Ahmed Al Kuwari et le gouverneur de la Banque centrale du Qatar, Cheikh Bandar Al-Thani. ([QNA](#)) ([QIA](#))

Le gouverneur de la Banque centrale du Qatar (QCB), Cheikh Bandar bin Mohammed bin Saoud Al-Thani, a rencontré Adebayo Ogunlesi, le fondateur de Global Infrastructure Partners (GIP), filiale de BlackRock, afin de discuter des développements récents des marchés financiers mondiaux et des perspectives d'investissement. Pour rappel, GIP avait ouvert un bureau régional à Doha en 2025 dans le cadre du programme fonds de fonds de la QIA. ([QCB](#))

Evènements

20 mai 2026 : Sous-comité économique du 4e dialogue stratégique France-Qatar

1^{er} Juin 2026 : Sommet Choose France à Versailles

18-19 Juin 2026 : Vision Golfe à Paris

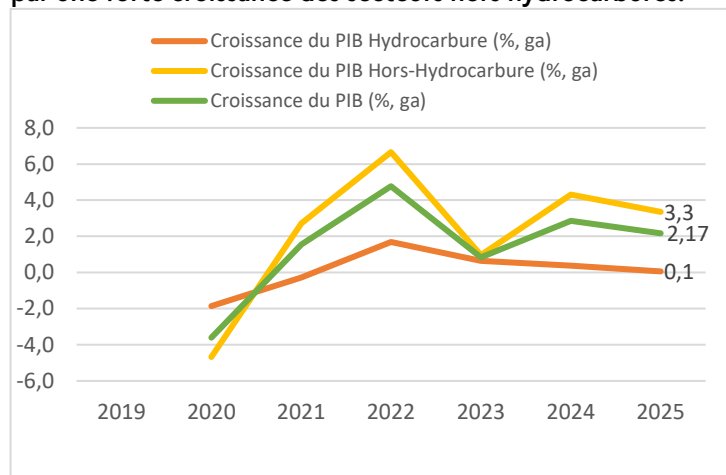
17-20 Juin 2026 : VivaTech à Paris

25-27 octobre 2026 : Forum mondial de l'investissement (WIF) à Doha

Indicateurs macro

Croissance du PIB

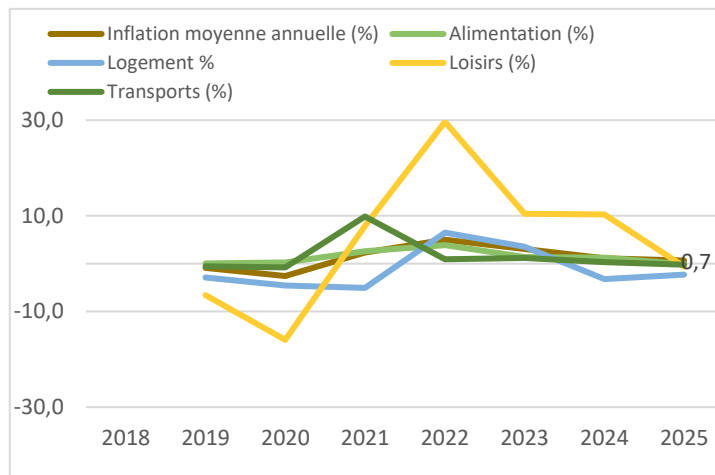
En 2025, la croissance du PIB du Qatar était de **2,17%**, portée par une forte croissance des secteurs hors hydrocarbures.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

Inflation

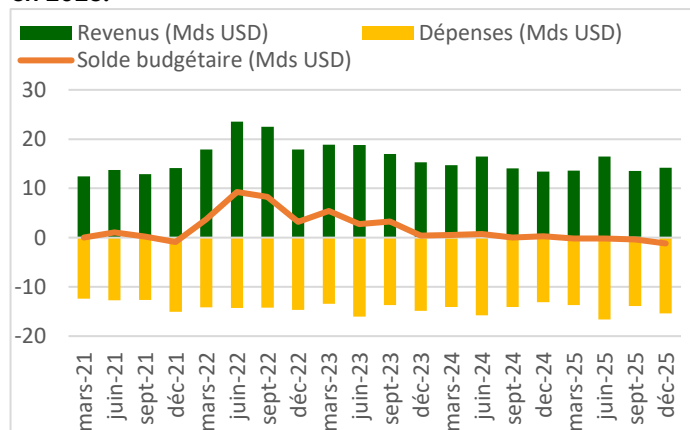
L'inflation moyenne annuelle était de **0,7%** en 2025.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

Solde budgétaire

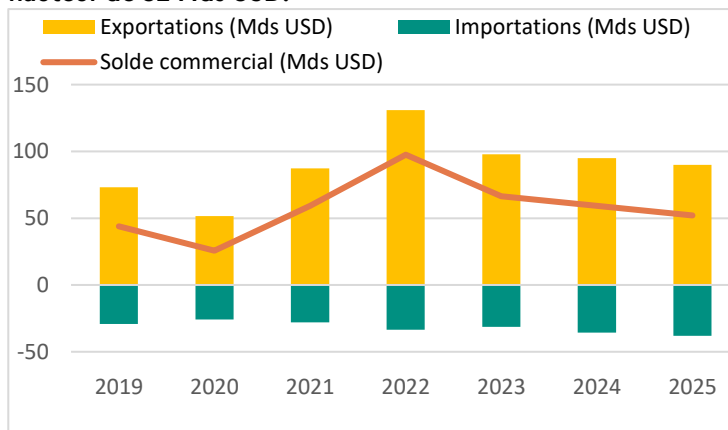
Le solde budgétaire était déficitaire à hauteur de **1,9 Md USD** en 2025.



Sources : Ministère des Finances du Qatar, SE de Doha

Solde commercial

En 2025, la balance commerciale du Qatar était excédentaire à hauteur de **52 Mds USD**.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Doha

Rédacteur : Barthélemy GADRET Pour se désabonner : barthelemy.gadret@dgtresor.gouv.fr

Pour plus d'actus sur l'activité du SE de Doha : [QATAR | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](http://QATAR | Direction générale du Trésor (economie.gouv.fr))

La revue de presse de Doha, réalisée à partir d'informations recueillies en sources ouvertes, est à but strictement informatif. Le Service Economique de Doha décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.